

R I S M A

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT & PROPRIÉTAIRE HÔTELIER

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Résultats au 31 décembre 2023

Une année 2023 en forte progression par rapport à 2022, avec un taux d'occupation à 57% et un chiffre d'affaires à 1 175 MDH.

	2022	2023	Variation
Taux d'occupation consolidé	51%	57%	+ 6 pts
Chiffre d'affaires consolidé	1 037 MDH	1 175 MDH	+ 13%
Excédent Brut d'Exploitation consolidé	352 MDH	414 MDH	+18%
Résultat net, Part du Groupe	152 MDH	244 MDH	+60%

Une année marquée par :

- Une forte progression de l'activité par rapport à 2022, permettant ainsi à RISMA d'afficher un taux d'occupation de 57%.
- Des changements capitalistiques majeurs avec la sortie du groupe Accor de l'actionariat de RISMA en date du 02 août 2023.
- La poursuite des rénovations des hôtels de RISMA.

Également, compte tenu des réalisations, le Directoire a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende ordinaire de 6 dhs par action, payable courant 2024.

COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2023

État de la situation financière consolidée- Actif

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Écart d'Acquisition	281 505	281 505
Immobilisations Incorporelles	1 171	1 865
Immobilisations Corporelles	2 718 996	2 755 788
Titres mis en équivalence	27 806	()
Autres immobilisations financières	2 103	-
Immobilisations financières	29 909	()
Actifs d'impôts différés	87 720	47 776
Total Actif Non Courant	3 119 300	3 089 249
Stocks	11 499	13 646
Clients	49 743	50 946
Autres tiers	153 113	170 879
Trésorerie et équivalence de trésorerie	839 728	676 496
Total Actif Courant	1 054 084	911 968
Total Actif	4 173 384	4 001 216

Compte de résultat consolidé

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Chiffre d'affaires	1 036 566	1 174 515
Charges d'exploitation	(678 766)	(751 395)
Résultat Brut d'Exploitation	357 800	423 120
Loyers	(5 549)	(9 214)
Excédent brut d'exploitation	352 251	413 906
Amortissements et provisions	(148 248)	(164 108)
Résultat d'exploitation	204 004	249 799
Résultat financier	(58 325)	(92 195)
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	7 593	
Résultat avant impôt	153 271	157 604
Résultat de la gestion des autres actifs	15 817	161 682
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AVANT IMPÔT	169 088	319 286
Dépréciation d'actif		
Impôts	(10 389)	(65 968)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	158 699	253 318
Intérêts minoritaires	(6 625)	(9 264)
Résultat Net part du Groupe	152 075	244 054
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 326 947	14 326 947
Résultat net par action (en MAD)	11	17
Résultat net dilué par action (en MAD)	11	17

État de la situation financière consolidée- Passif

En MAD milliers	31/12/22	31/12/23
Capital	1 432 695	1 432 695
Primes et réserves	(367 034)	(198 111)
Résultat de l'exercice	152 075	244 054
Capitaux Propres Part Groupe	1 217 736	1 478 638
Intérêts minoritaires	91 367	100 630
Capitaux Propres	1 309 102	1 579 268
Autres dettes à long terme	2 044 816	1 553 157
Provisions à caractère non courant	2 852	3 401
Total Passif Non Courant	2 047 669	1 556 558
Fournisseurs	257 016	119 869
Autres tiers et impôt société	235 620	189 450
Provisions à caractère courant	83 410	105 175
Dettes financières à court terme (y.c location financement)	158 309	364 496
Banques	82 258	86 400
Total Passif Courant	816 613	865 390
Total PASSIF	4 173 384	4 001 216

Le Rapport Financier Annuel comprenant le jeu complet des états financiers consolidés de Risma au 31 décembre 2023, établi conformément aux normes internationales, est à votre disposition sur le site Internet de la société : <https://risma.com/>.

Ce jeu complet comprend l'état de la situation financière consolidé, les états du résultat et du résultat global consolidés, l'état de flux de trésorerie consolidé ainsi que l'état de la variation des capitaux propres consolidés et des notes annexes détaillées.



Aux Actionnaires
Groupe RISMA
 240, Boulevard Zerktouni
 Casablanca

**RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
 EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023**

AUDIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société Risma S.A. et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1.579.268 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 253.318.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Notre réponse
<p>Tests de dépréciation des actifs hôteliers</p> <p>Au 31 décembre 2023, la valeur comptable des goodwill et actifs hôteliers s'élève à un montant total de 3.037 MMAD.</p> <p>Ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, comme par exemple la détérioration de la performance du Groupe, l'évolution de l'environnement concurrentiel, des conditions de marché défavorables et des changements de législations ou de réglementations. Ces évolutions sont susceptibles d'avoir une incidence sur les prévisions de flux de trésorerie du Groupe et par conséquent sur la détermination des valeurs recouvrables de ces actifs.</p> <p>Comme indiqué dans les notes annexes « Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs », le test de dépréciation annuel se fonde sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie testée, déterminée sur la base de flux de trésoreries nets futurs actualisés.</p> <p>Les goodwill et les immobilisations corporelles impactent de manière significative les comptes du Groupe et font par ailleurs appel, pour les besoins de leur évaluation, au jugement et aux estimations de la Direction. De ce fait, nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus appliqué par le Groupe pour l'identification des indices de pertes de valeur et la mise en œuvre des tests de dépréciation pour ces actifs, et examiner les contrôles clés y afférents ; - Examiner les éléments chiffrés utilisés par le Groupe pour déterminer les valeurs recouvrables ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par le Groupe.

Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 24 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON



Faïçal MEKOUAR
 Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL



Abdou Souleye DIOP
 Associé

COMPTES SOCIAUX au 31 décembre 2023

BILAN (ACTIF)

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRÉCÉDENT
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
Immobilisations en non valeurs → [A]	36 380 245,00	29 142 129,72	7 238 115,28	143 240,08
Frais préliminaires	26 383 876,00	26 383 876,00		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	9 996 369,00	2 758 253,72	7 238 115,28	143 240,08
Primes de remboursement des obligations				
Immobilisations incorporelles → [B]	160 990 030,95	12 502 228,89	148 487 802,06	148 292 390,52
Immobilisations en Recherche et Développement	1 467 419,50	1 467 419,50		
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	11 654 474,97	11 034 809,39	619 665,58	424 254,04
Fonds commercial	147 868 136,48		147 868 136,48	147 868 136,48
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles → [C]	2 728 088 901,39	900 960 230,75	1 827 128 670,64	1 342 684 622,14
Terrains	283 408 562,65	3 547 338,57	279 861 224,08	208 789 233,63
Constructions	1 670 831 562,46	471 622 379,68	1 199 209 182,78	988 521 701,28
Installations techniques, matériel et outillage	658 726 817,86	408 142 907,24	250 583 910,62	97 732 111,91
Matériel de transport	373 717,36	373 717,36		3 075,00
Mobilier, Matériel de bureau, Aménagement Divers	19 680 311,55	14 892 987,90	4 787 323,65	3 691 915,57
Autres immobilisations corporelles	2 450 900,00	2 380 900,00	70 000,00	70 000,00
Immobilisations corporelles en cours	92 617 029,51		92 617 029,51	43 876 584,75
Immobilisations financières → [D]	1 349 614 485,36	430 259 254,29	919 355 231,07	900 792 354,07
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	19 027 339,15	17 609 254,29	1 418 084,86	1 205 107,86
Titres de participation	1 330 587 146,21	412 650 000,00	917 937 146,21	899 587 246,21
Autres titres immobilisés				
Écarts de conversion actif → [E]				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes de financement				
TOTAL (A+B+C+D+E)	4 275 073 662,70	1 372 863 843,65	2 902 209 819,05	2 391 912 606,81
Stocks → [F]	16 039 049,15	5 394 300,31	10 644 748,84	9 007 445,80
Marchandises	123 868,51		123 868,51	138 731,02
Matières et fournitures consommables	15 915 180,64	5 394 300,31	10 520 880,33	8 868 714,78
Produits en cours				
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Produits finis				
Créances de l'actif circulant → [G]	285 316 764,10	49 812 914,74	235 503 849,36	272 850 672,24
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	112 567,18		112 567,18	190 172,25
Clients et comptes rattachés	46 880 036,77	2 043 891,35	44 836 145,42	49 557 477,37
Personnel	43 250,26		43 250,26	45 855,80
État	150 524 678,74		150 524 678,74	123 915 849,03
Comptes d'associés	64 257 726,09	33 769 800,00	30 487 926,09	87 810 745,26
Autres débiteurs	17 073 843,36	13 999 223,39	3 074 619,97	6 252 812,70
Comptes de régularisation - Actif	6 424 661,70		6 424 661,70	5 077 759,83
Titres valeurs de placement → [H]	501 073 479,15		501 073 479,15	615 062 287,13
Écarts de conversion actif → Éléments circulants [I]				
TOTAL II (F+G+H+I)	802 429 292,40	55 207 215,05	747 222 077,35	896 920 405,17
Trésorerie - Actif	83 047 632,06	525 199,84	82 522 432,22	155 335 641,49
Chèques et valeurs à encaisser	8 940 160,30	525 199,84	8 414 960,46	8 247 133,94
Banques, T.G et C.C.P.	73 266 016,33		73 266 016,33	146 194 760,44
Caisse, Régie d'avances et accreditifs	841 455,43		841 455,43	893 747,11
TOTAL III	83 047 632,06	525 199,84	82 522 432,22	155 335 641,49
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	5 160 550 587,16	1 428 596 258,54	3 731 954 328,62	3 444 168 653,47

BILAN (PASSIF)

PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
CAPITAUX PROPRES	2 151 334 485,08	1 918 010 145,49
Capital social ou personnel (1)	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Dont versé	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	443 607 427,19	443 607 427,01
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	16 489 818,80	15 162 545,13
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	25 218 199,68	-98 651 569,43
Résultat en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice (2)	233 324 339,41	125 197 042,78
Total des capitaux propres (A)	2 151 334 485,08	1 918 010 145,49
Capitaux propres assimilés (B)	30 581 719,84	35 269 897,67
Subvention d'investissement	30 581 719,84	35 269 897,67
Provisions réglementées		
Dettes de financement (C)	1 100 713 578,57	881 350 998,34
Emprunts obligataires	250 000 000,00	250 000 000,00
Autres dettes de financement	850 713 578,57	631 350 998,34
Provisions durables pour risques et charges (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Écarts de conversion - passif (E)		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 282 629 783,49	2 834 631 041,50
Dettes du passif circulant (F)	286 004 615,39	397 474 541,02
Fournisseurs et comptes rattachés	118 663 301,72	223 636 554,02
Clients créditeurs, avances et acomptes	19 490 382,80	19 259 675,32
Personnel	25 390 099,84	22 265 583,02
Organismes sociaux	8 286 047,89	7 723 418,31
État	14 967 499,86	16 461 287,51
Comptes d'associés	80 583 898,04	76 392 070,47
Autres créanciers	6 526 213,14	17 450 225,28
Comptes de régularisation passif	12 097 172,10	14 285 727,09
Autres provisions pour risques et charges (G)	128 663 919,25	113 947 583,74
Écarts de conversion - passif (Éléments circulants) (H)	4 587,64	4 587,64
TOTAL II (F+G+H)	414 668 534,64	511 426 712,40
TRÉSORERIE PASSIF	34 656 010,49	98 110 899,57
Crédits d'escompte		
Crédits de trésorerie		
Banques (Soldes créditeurs)	34 656 010,49	98 110 899,57
TOTAL III	34 656 010,49	98 110 899,57
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	3 731 954 328,62	3 444 168 653,47

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

DÉSIGNATION	OPÉRATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE	TOTALS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
PRODUITS D'EXPLOITATION	945 219 204,31		945 219 204,31	863 214 093,72
Ventes de marchandises (en l'état)	19 292 974,60		19 292 974,60	18 642 787,90
Ventes de biens et services produits	869 742 591,93		869 742 591,93	797 812 626,58
Chiffres d'affaires	889 035 566,53		889 035 566,53	816 455 414,48
I Variation de stocks de produits (1)				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : transferts de charges	56 183 637,78		56 183 637,78	46 758 679,24
Total I	945 219 204,31		945 219 204,31	863 214 093,72
CHARGES D'EXPLOITATION	861 006 880,27	-348 702,21	860 658 178,06	730 020 071,03
Achats revendus(2) de marchandises	528 492,74		528 492,74	304 478,46
Achats consommés(2) de matières et fournitures	155 547 463,65	-576 259,59	154 971 204,06	141 404 185,93
Autres charges externes	361 392 013,91	223 009,31	361 615 023,22	301 261 218,72
Impôts et taxes	17 005 261,56	4 548,07	17 009 809,63	14 189 630,57
Charges de personnel	193 538 425,87		193 538 425,87	170 892 268,95
Autres charges d'exploitation	1 492 708,80		1 492 708,80	675 939,85
Dotations d'exploitation	131 502 513,74		131 502 513,74	101 292 348,55
Total II	861 006 880,27	-348 702,21	860 658 178,06	730 020 071,03
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	84 212 324,04	348 702,21	84 561 026,25	133 194 022,69
PRODUITS FINANCIERS	29 484 432,66		29 484 432,66	7 938 510,27
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
Gains de change	464 591,73		464 591,73	551 861,89
Intérêts et autres produits financiers	28 900 220,93		28 900 220,93	6 798 574,54
Reprises financières : transfert charges	119 620,00		119 620,00	588 073,84
Total IV	29 484 432,66		29 484 432,66	7 938 510,27
CHARGES FINANCIÈRES	53 475 762,74		53 475 762,74	13 030 153,57
Charges d'intérêts	52 808 458,38		52 808 458,38	12 414 097,23
Pertes de change	350 036,14		350 036,14	442 623,28
Autres charges financières				
Dotations financières	317 268,22		317 268,22	173 433,06
Total V	53 475 762,74		53 475 762,74	13 030 153,57
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)	-23 991 330,08		-23 991 330,08	-5 091 643,30
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)	60 220 993,96	348 702,21	60 569 696,17	128 102 379,39

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) (SUITE)

DÉSIGNATION	OPÉRATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE	TOTALS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)	60.220.993,96	348.702,21	60.569.696,17	128.102.379,39
PRODUITS NON COURANTS	188.096.745,67	94.470,70	188.191.216,37	3.837.711,17
Produits des cessions d'immobilisations	174.929.399,99		174.929.399,99	280.482,13
Subventions d'équilibre				
VIII Reprises sur subventions d'investissement				
Autres produits non courants	13.167.345,68	94.470,70	13.261.816,38	3.557.229,04
Reprises non courantes ; transferts de charges				
Total VIII	188.096.745,67	94.470,70	188.191.216,37	3.837.711,17
CHARGES NON COURANTES	13.126.046,90		13.126.046,90	3.433.595,46
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	1.698.040,75		1.698.040,75	228.403,25
Subventions accordées				
IX Autres charges non courantes	11.428.006,15		11.428.006,15	3.205.192,21
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
Total IX	13.126.046,90		13.126.046,90	3.433.595,46
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)	174.970.698,77	94.470,70	175.065.169,47	404.115,71
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)	235.191.692,73	443.172,91	235.634.865,64	128.506.495,10
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	2.310.526,23		2.310.526,23	3.309.452,32
XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)	232.881.166,50	443.172,91	233.324.339,41	125.197.042,78
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	1.162.800.382,64	94.470,70	1.162.894.853,34	874.990.315,16
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)	929.919.216,14	-348.702,21	929.570.513,93	749.793.272,38
XVI RÉSULTAT NETI (total des produits - total des charges)	232.881.166,50	443.172,91	233.324.339,41	125.197.042,78



Aux Actionnaires de la société
RISMA S.A
240, Boulevard Zerkouni
Casablanca

**Rapport Général des commissaires aux comptes
Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023**

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 13 juin 2023, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société RISMA S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2023, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 2.181.916.204,92 MAD dont un bénéfice net de 233.324.339,41 MAD.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société RISMA S.A au 31 décembre 2023 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés d'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés d'audit	Notre réponse
<p>Evaluation des titres de participation</p> <p>Les titres de participation figurent au bilan au 31 décembre 2023 pour un montant net de 918 MMAD, compte tenu d'une provision pour dépréciation de 413 MMAD.</p> <p>Ces titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition.</p> <p>Comme indiqué dans l'état A.1, ces titres sont dépréciés par référence à la valeur actuelle à la clôture de l'exercice.</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement de la Direction dans l'estimation de la valeur actuelle de ces titres de participation, nous avons considéré que l'évaluation de ces titres constitue un point clé de notre audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus de détermination de la valeur actuelle de titres de participation ; - Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour déterminer les valeurs actuelles ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la Direction.
<p>Evaluation des fonds commerciaux.</p> <p>Au 31 décembre 2023, la valeur nette comptable des fonds commerciaux s'élève à 148 MMAD.</p> <p>Comme indiqué dans l'état A.1, une dépréciation du fond commercial doit être constatée lorsque sa valeur recouvrable devient inférieure à sa valeur nette comptable.</p> <p>La valeur recouvrable des fonds commerciaux est déterminée par la méthode des flux de trésorerie prévisionnels prenant en considération le risque marché et les risques spécifiques à Risma.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des fonds commerciaux constitue un point clé de notre audit en raison de l'importance du jugement et des</p>	<p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus appliqué par la Direction pour la détermination de la valeur recouvrable des fonds commerciaux et examiner les contrôles clés y afférents ; - Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour la détermination de la valeur recouvrable ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par la Direction.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 24 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON



Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL



Abdou Souleye DIOP
Associé